

C'est le printemps de la fonction publique: CPEG, SCORE et PF17...rien que ça !

Défendons nos salaires et nos retraites !

Dans ses séances des 22 et 23 mars, le parlement va voter sur le **PL11877** qui veut établir le **financement intégral des annuités pour le secteur subventionné**. Nous serons sur la Treille dès 17h00 pour marquer notre attachement à ce projet de loi qui doit corriger une situation terrible pour nos collègues du Grand État.

Mais nous serons également sous les fenêtres du Grand-Conseil pour affirmer que nous rejetons les projets de loi suivants:

- **PL12188 (LCPEG)**

Aujourd'hui, entre le PL12228 déposé par l'Alternative et le MCG, lequel prévoit un financement additionnel de la CPEG par un mélange entre le « prêt croisé » souhaité par le Conseil d'Etat et un amortissement de ce prêt via l'octroi de terrains constructibles à la CPEG afin d'y construire du logement abordable (notamment pour les jeunes) tel que prévu par l'initiative « Sauvegarder les rentes en créant du logement » d'une part, et le projet de protocole d'accord du Conseil d'Etat qui n'offre pas les « contreparties sérieuses » auxquelles s'attendait le Cartel, le choix de l'Assemblée s'est clairement porté sur le PL12228. Si le Conseil d'Etat souhaite renverser ce choix et trouver une majorité pour soutenir son projet de loi, il doit encore faire un sérieux effort dans le sens des revendications du Cartel, lequel reste ouvert à étudier toute nouvelle proposition allant dans ce sens. Mais tant qu'une solution satisfaisante pour le personnel et les locataires n'aura pas été trouvée puis adoptée par le Grand Conseil, le Cartel reste alerte et se prépare à relancer la mobilisation.

Les revendications du Cartel sont toujours et encore :

- le maintien du niveau des rentes pour l'ensemble du personnel affilié;
 - le refus du transfert du risque financier sur les épaules des assuré-e-s par le passage en primauté de cotisations;
 - le rejet du fait qu'une part importante du financement additionnel est constituée par des augmentations conséquentes des cotisations du personnel en fonction de l'âge;
 - et enfin la garantie du transfert de terrains constructibles à la CPEG.
- **LTrait (SCORE): SCORE est la mauvaise réponse** à un défi de taille: la modernisation du système d'évaluation des fonctions actuel, devenu obsolète. Au lieu d'un système simplifié-cohérent-ouvert-revalorisant-équitable, les employeurs ont opté pour une 'modernité' calquée sur le secteur privé, les avantages en moins! La LTrait propose de donner la compétence au seul Conseil d'Etat de fixer les salaires des employé-e-s de l'Etat dans le futur. C'est tout simplement dangereux et inacceptable!
 - **PF17:** le Conseil fédéral a ressorti son projet de RIE3 en le rebaptisant PF17! De concert avec le Parti libéral radical et les multinationales, le Conseil d'Etat veut parvenir rapidement, avant l'adoption d'un projet fédéral, à une loi genevoise, sans connaître la version finale du projet fédéral et notamment le montant des compensations aux cantons ! Genève se prépare à un grand pas en avant dans le vide! Comme nous l'avons affirmé et martelé tout au long de la campagne qui a précédé la victoire du 12 février 2017 un consensus serait possible sans perte fiscale et avec maintien des prestations publiques !

Pour faire entendre nos justes revendications, rendez-vous le 22 mars à 17h sur la Treille.